

## 225880-2026 - Mise en concurrence

France – Services d'entretien d'ascenseurs – Maintenance préventive et corrective du parc des appareils élévateurs du Sénat

OJ S 64/2026 01/04/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

### 1. Acheteur

---

#### 1.1. Acheteur

Nom officiel: Sénat - DAPJ

Adresse électronique: [marches-apj@senat.fr](mailto:marches-apj@senat.fr)

Forme juridique de l'acheteur: Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

### 2. Procédure

---

#### 2.1. Procédure

Titre: Maintenance préventive et corrective du parc des appareils élévateurs du Sénat

Description: Le marché a pour objet la maintenance préventive et corrective – 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 - du parc des appareils élévateurs du Sénat situés au Palais du Luxembourg, dans ses dépendances et dans le Jardin du Luxembourg, à Paris VIème.

Identifiant de la procédure: d91b56e9-5c1d-43f3-ad94-6d54b82aacc0

Identifiant interne: SENAT-DAPJ\_2026\_

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

Principales caractéristiques de la procédure et informations sur l'endroit où obtenir les règles complètes applicables à la procédure: Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles R. 2124-1, R. 2124-2 (1°) et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, et dont les modalités sont précisées dans le présent règlement. Les prix sont mixtes, dans les conditions décrites au cahier des clauses administratives particulières (CCAP). Conformément à l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, le montant total des prestations ne pourra pas excéder 150 000 € HT pendant toute la durée du marché, reconductions éventuelles comprises, pour les prestations s'exécutant sur bons de commande et rémunérées à prix unitaires. L'exécution du présent marché débute à la date indiquée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations, prévu à titre indicatif le 1er juillet 2026. La durée du marché est d'un an tacitement reconductible trois fois, soit une durée totale maximale de quatre ans. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. Les motifs d'exclusion sont la fraude, la corruption et les cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique En application de l'article R. 2161-5 du code de la commande publique, le Sénat se réserve la possibilité de conduire des auditions afin de permettre aux candidats de présenter et préciser la teneur de leur offre. Des précisions pourront également être demandées par courrier via la plateforme PLACE. En aucun cas ces auditions et ces échanges ne pourront être l'occasion de négociations avec les soumissionnaires. La visite du site est fortement recommandée. À l'issue de la visite, une attestation sera délivrée. La visite pourra s'effectuer sur les créneaux suivants en fonction des disponibilités : - Mardi de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures ; - Mercredi de 9

heures à 11 heures ; - Jeudi de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures. L'accès à la visite sera conditionné par l'accomplissement des formalités usuelles d'accueil et de sécurité ; en particulier, la présentation d'une pièce d'identité officielle en cours de validité sera exigée. Deux visites par candidat sont autorisées. Les candidats souhaitant visiter le site sont invités à prendre rendez-vous par téléphone au 01 42 34 22 10 au plus tard sept jours calendaires avant la date limite de remise des offres puis à confirmer l'identité des participants par courriel à [marches-apj@senat.fr](mailto:marches-apj@senat.fr).

#### **2.1.1. Objet**

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 50750000 Services d'entretien d'ascenseurs

#### **2.1.2. Lieu d'exécution**

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

#### **2.1.4. Informations générales**

Informations complémentaires: Le soumissionnaire produira un premier sous-dossier (dossier de candidature) comprenant les pièces précisées ci dessous . 1) La lettre de candidature et d'habilitation du candidat : imprimé DC1, dûment complété et comportant une adresse électronique valide à laquelle pourra être envoyée toute correspondance relative à la présente consultation. En cas de candidatures groupées, une seule lettre de candidature sera établie pour l'ensemble du groupement ; elle sera renseignée et signée par tous les membres du groupement ; elle précisera la nature du groupement et désignera un mandataire. 2) La déclaration du candidat : imprimé DC2 , dûment complété et accompagné, si le candidat est en redressement judiciaire, de la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, justifiant qu'il a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché. 3) Si elle ne figure pas dans le DC1, une déclaration sur l'honneur, dûment signée, justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique. 4) Une déclaration sur l'honneur, dûment signée, justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus par le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (modèle indicatif disponible en annexe du règlement de la consultation). 5) S'ils ne figurent pas dans le DC2, le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations faisant l'objet de la catégorie concernée réalisés par l'entreprise au cours des trois derniers exercices disponibles. 6) Une preuve d'assurance pour les risques professionnels en cours de validité (responsabilité civile et responsabilité décennale). 7) Une plaquette de présentation générale de l'entreprise indiquant notamment les références générales et les effectifs moyens annuels du candidat pour les trois dernières années, ainsi qu'un organigramme. 8) Les références de l'entreprise pour des prestations comparables à celles faisant l'objet du présent marché, notamment en site occupé et dans un environnement patrimonial comparable. Ces références doivent être datées, précises, chiffrées et vérifiables (identification du site, coordonnées d'un correspondant, date de réalisation et descriptif) et préciser : • si le candidat a été titulaire ou sous-traitant et, dans ce dernier cas, quelles missions précises et quelle part de la prestation lui ont été confiées, • le nombre et les équipements maintenus (marque, caractéristiques, nombre de niveaux, etc.), • la nature des lieux (monument historique ou bâtiment moderne). 9) Tout autre document permettant d'apprécier les capacités économiques et financières ainsi que les capacités techniques et professionnelles du candidat. Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces

susmentionnées à l'exception de la lettre de candidature (imprimé DC1) qui est commune à l'ensemble des membres du groupement, renseignée et signée par chacun. Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit produire, pour chacun d'eux, chacune des pièces susmentionnées. S'il envisage de recourir à la sous-traitance, il doit produire une déclaration de sous-traitance, sous la forme de l'imprimé DC4, dûment complété et signé par lui-même et par le sous traitant envisagé. Les formulaires DC1, DC2 et DC4 peuvent être téléchargés sur le site du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

5.2.2 Second sous-dossier (pièces constituant les éléments de l'offre) Le soumissionnaire produira également un second sous-dossier (dossier d'offre) comprenant les pièces suivantes : 1) l'acte d'engagement, dûment complété ; 2) la décomposition du prix global et forfaitaire, en format EXCEL, obligatoirement établie à partir du cadre fourni dans le dossier de consultation ; 3) le bordereau de prix unitaires, en format EXCEL, dûment rempli ; 4) un mémoire technique obligatoirement établi sur la base du cahier des réponses attendues (CRA) ; 5) le cas échéant, toute autre documentation qu'il juge utile à l'appréciation de son offre ; 6) le cas échéant, l'attestation de visite du site. Les soumissions ne doivent comporter aucune condition ni réserve, sous peine de rejet. La signature par le candidat de son offre est possible mais non obligatoire. Le candidat est toutefois informé que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de sa part, et qu'il sera tenu de signer le marché dans l'hypothèse où il lui serait attribué. La signature, qui interviendra de manière électronique ou manuscrite à son choix, sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du marché. Le Sénat procèdera quant à lui à une signature manuscrite.

**Base juridique:**

Directive 2014/24/UE

**2.1.6. Motifs d'exclusion**

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

## 5. Lot

---

**5.1. Lot: LOT-0001**

Titre: Maintenance préventive et corrective du parc des appareils élévateurs du Sénat

Description: Le marché a pour objet la maintenance préventive et corrective – 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 - du parc des appareils élévateurs du Sénat situés au Palais du Luxembourg, dans ses dépendances et dans le Jardin du Luxembourg, à Paris VIème.

Identifiant interne: SENAT-DAPJ\_2026\_

**5.1.1. Objet**

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 50750000 Services d'entretien d'ascenseurs

Nomenclature complémentaire (cpv): 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

**5.1.2. Lieu d'exécution**

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

**5.1.3. Durée estimée**

Durée: 48 Mois

**5.1.4. Reconduction**

Nombre maximum de reconductions: 3

#### **5.1.6. Informations générales**

##### **Participation réservée:**

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

#### **5.1.9. Critères de sélection**

Sources des critères de sélection: Document de marché

#### **5.1.10. Critères d'attribution**

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères:  
Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères mentionnés ci-dessous : - le prix : 55 %, apprécié au regard d'un montant correspondant à la somme du forfait de maintenance et à l'application d'une grille de quantités fictives relatives aux prestations prévues dans les bordereaux de prix unitaires ; - la valeur technique : 45 %, appréciée au regard des sous-critères suivants : o la qualité des moyens humains mis en œuvre dans le cadre du marché, y compris l'organisation de la continuité du service : 45 % de la valeur technique ; o la qualité des moyens matériels mis en œuvre dans le cadre du marché et la méthodologie d'exécution des prestations : 50 % de la valeur technique ; o la démarche environnementale appliquée à l'exécution du marché : 5 % de la valeur technique.

#### **5.1.11. Documents de marché**

Date limite de demande d'informations complémentaires: 27/04/2026 11:00:00 (UTC+01:00)

Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### **5.1.12. Conditions du marché public**

##### **Conditions de soumission:**

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 04/05/2026 11:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Durée de validité des offres: 120 Jours

##### **Conditions du marché:**

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: oui

Le paiement électronique sera utilisé: oui

#### **5.1.15. Techniques**

##### **Accord-cadre:**

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

##### **Informations sur le système d'acquisition dynamique:**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### **5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours**

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Paris  
Description des délais d'introduction des procédures de recours: Délai de référé précontractuel : 11 jours ; délai de référé contractuel : 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ; délai de pleine juridiction : 2 mois ; délai de recours pour excès de pouvoir : 2 mois

## 8. Organisations

---

### 8.1. ORG-0001

Nom officiel: Sénat - DAPJ  
Numéro d'enregistrement: 11000002300017  
Adresse postale: 15 rue de Vaugirard  
Ville: PARIS  
Code postal: 75006  
Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)  
Pays: France  
Adresse électronique: [marches-apj@senat.fr](mailto:marches-apj@senat.fr)  
Téléphone: 0142342210  
Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### Rôles de cette organisation:

Acheteur

### 8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal administratif de Paris  
Numéro d'enregistrement: 17750005500013  
Adresse postale: 7 rue de Jouy  
Ville: PARIS  
Code postal: 75004  
Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)  
Pays: France  
Adresse électronique: [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)  
Téléphone: +33144594400  
Adresse internet: <https://www.paris.tribunal-administratif.fr>

#### Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

## Informations relatives à l'avis

---

Identifiant/version de l'avis: 794db516-76d4-4ef9-bb25-ea29da766b3e - 01  
Type de formulaire: Mise en concurrence  
Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire  
Sous-type d'avis: 16  
Date d'envoi de l'avis: 31/03/2026 10:41:12 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale  
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français  
Numéro de publication de l'avis: 225880-2026  
Numéro de publication au JO S: 64/2026  
Date de publication: 01/04/2026